



18^{ème} siècle

Guidés par leurs considérations morales, les Quakers évitent d'investir dans le commerce des esclaves et des armes.

Années 1930

Les frères Gilbert travaillent à renforcer le contrôle des actionnaires sur la gestion des entreprises, insistant pour la mise en place d'une transparence et reddition de comptes accrue.

De 1960 à 1970

Publication de Silent Spring (1962) de Rachel Carson. Le pouvoir économique est désormais reconnu pour son rôle potentiel dans la résolution des problèmes sociaux.

Des enjeux majeurs, comme les droits des noirs, la production d'armes et la guerre au Vietnam, amènent les actionnaires à faire pression sur les entreprises impliquées, dont Eastman Kodak, Dow Chemical et Honeywell.

Années 1970 et 1980

Aux États-Unis, création de la première firme spécialisée en IR et des premiers fonds IR à intégrer le marché monétaire.

De 1970 à début 1990

Appuyés par les acteurs de l'IR, des actionnaires soumettent des résolutions exhortant les compagnies de se retirer d'Afrique du Sud, en raison de l'Apartheid.

Parallèlement, des institutions comme le Council of Institutional Investors font la promotion des mécanismes de vote proxy afin de protéger les droits des actionnaires face aux entreprises et aux stratégies de leurs gestionnaires (Golden parachutes, greenmail, etc.)

Création du Fonds de solidarité FTQ (1984) et de Fonds Éthiques (1986), respectivement premier produit et premier fonds mutuel IR au Canada.

Milieu des années 1990

Malgré l'opposition des gestionnaires, les résolutions d'actionnaires sur les enjeux sociaux et environnementaux augmentent, tout comme les banques de développement communautaire.

Développement de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui s'inscrit comme véritable discipline académique. Création du Business for Social Responsibility (BSR) et de l'International Association for Business and Society (IABS), dédiés à la promotion des meilleures pratiques RSE.

Sous l'impulsion de Michael Jantzi, l'IR connaît une importante expansion au Canada. Parallèlement, le travail de Muhammad Yunus, de la Grameen Bank, permet au microcrédit de se propager d'abord au Bangladesh, puis à travers de nombreux pays en développement.

En Europe, la RSE intègre l'agenda des États membres de l'Union Européenne. Le Royaume-Uni, la France et la Suisse appliquent dès lors diverses réglementations qui encadrent les actions des entreprises et fonds de pensions.

2004

Le premier fonds de pension national français gère désormais une proportion de ses actions en fonction de critères d'IR.

Création du JSE Socially Responsible Investment Index, à Johannesburg, qui regroupe une liste de 51 entreprises répondant aux critères d'IR.

2011

Création de l'International Integrated Reporting Council (IIRC). Le concept de rapports intégrés gagne en importance à l'échelle internationale avec la publication, notamment, des premiers rapports pilotes de la sorte.

1900

Fondation de Desjardins, 1^{ère} coopérative d'épargne et de crédit à voir le jour en Amérique.

1946

Adoption, par la US Securities and Exchange Commission (SEC), du règlement 14a-8, en vertu duquel les résolutions d'actionnaires sont incluses dans les déclarations proxy des entreprises et discutées lors des assemblées annuelles, afin que tous puissent en être avisés.

1970

Jugement de la cour contre le SEC (qui rejeta une proposition forçant la production de Napalm par Dow). Cette décision ouvre la porte à d'autres propositions futures sur des enjeux sociaux.

Création des Pax World funds et du Dreyfus Premier Third Century Fund. Les toutes premières politiques d'investissement responsable voient le jour.

Fin des années 1980

En réaction à l'apartheid en Afrique du Sud, d'importants fonds de pensions refusent d'investir dans les compagnies cautionnant le régime en place. Le filtrage s'inscrit désormais comme une véritable stratégie d'IR.

Le déversement d'hydrocarbures en Alaska par Exxon Valdez ouvre la voie aux Principes CERES, qui visent à encadrer les actions environnementales des entreprises.

Développement de partenariats mondiaux pour la promotion de l'IR. Création des Social Investment Forums (SIF) et de la Social Investment Organization, au Canada (1989).

Années 1990

Promotion des enjeux liés à la gouvernance d'entreprise. Inclusion de critères non-financiers comme indicateurs de performance.

Aux États-Unis, première firme de recherche dédiée à la production de données sociales et environnementales sur les entreprises (KLD Research and Analytics).

La première association canadienne de microfinance, Montreal Community Loan Association (ACEM), est créée.

Fin des années 1990

Création du Pacte mondial des Nations Unies, en vertu duquel les compagnies acceptent d'intégrer dix principes fondamentaux à leur conduite. Depuis 2000, plus de 10 000 participants, incluant 7000 entreprises réparties dans 145 pays ont accepté de participer à l'initiative.

Les campagnes menées par les actionnaires insistent de plus en plus sur l'instauration de structures transparentes à tous les échelons et secteurs de l'entreprise. On leur demande de suivre des standards préétablis, tels que les CERES et McBride principes, ISO14001 et les principes de l'OIT. Graduellement, les performances environnementale et sociale sont directement associées au risque financier, c'est-à-dire à la valeur des titres.

2006 2007

Lancement, par les Nations Unies, des Principes pour l'investissement responsable (PRI). À ce jour, 1200 signataires représentant plus de 34 billions de dollars d'actifs sous gestion se sont engagés à introduire six principes à leur pratiques et prises de décision.

La fondation américaine Rockefeller invente le terme « impact investing » (investissement d'impact)

2013

Lancement du réseau PRI Québec, branche québécoise (PRI) des Nations Unies.